

Un honorable député a ri lorsque j'ai dit qu'aucun pays de la terre avait le libre-échange, si ce n'est l'Angleterre, et ce dernier pays même ne l'a pas. Où allez-vous prendre le revenu ?.....

Quelques DÉPUTÉS : Les chiffons.

M. McCALLUM : Nous voulons un revenu qui nous permette de faire des améliorations.....

Quelques DÉPUTÉS : Les chiffons, les chiffons.

M. McCALLUM : Je parle des chiffons. Si ces articles sont importés dans le pays, je comprends qu'ils ont à payer un droit de 20 pour 100, et si l'honorable monsieur impose un droit sur les tweeds de qualité supérieure, on fera un plus grand usage de la laine commune, et les cultivateurs obtiendront pour leur laine un meilleur prix qu'aujourd'hui. En faisant cela l'honorable ministre protégera le fabricant et aidera en même temps au producteur de laine.

M. FARROW : Je veux dire deux ou trois mots au nom des cultivateurs.

M. MILLS : En faveur des poules.

M. FARROW : Je veux dire quelques mots, mais je vois que même un philosophe ne sait pas quelle ligne de conduite suivre.

Une VOIX : Il n'est pas aussi sage qu'il le paraît.

M. FARROW : Non ; et il n'est pas aussi sage que je le crois. S'il avait un peu plus de connaissances, cela lui aiderait beaucoup. Je veux dire, M. le Président, comme cultivateur, que les cultivateurs aimeraient beaucoup une augmentation du prix de la laine. J'ai porté beaucoup d'attention à la hausse de la laine. J'ai examiné la laine commune, et les qualités plus fines—non les plus fines—et je crois que nous produisons probablement aujourd'hui une quantité suffisante de laine fine, de l'espèce de la laine de Down et surtout des South Downs, et que le gouvernement agirait sagement en imposant un droit sur les laines fines. Mais je suis arrivé à cette conclusion pour ce qui concerne les cultivateurs de mon comté, qu'il n'y a qu'un seul moyen d'augmenter le prix de la laine pour les cultivateurs ; et j'aimerais que le ministre des finances s'occupât tout spécialement de cette question.

Mon honorable ami le député de Monk (M. McCallum), a certainement touché le point sensible. Si vous examinez les rapports vous verrez qu'une grande quantité d'étoffes de camelotte et de couvertures de camelotte est importée d'Europe. Maintenant, ce que doit faire le ministre, c'est de doubler le droit sur ces marchandises, en faire un droit prohibitif. Nous n'avons pas besoin de ces articles dans le pays, et, en empêchant l'importation, notre propre laine, surtout telle que nos cultivateurs la produisent aujourd'hui, deviendra très convenable pour ces mêmes fins. Cela, je crois, augmentera le prix pour les cultivateurs.

M. LANDERKIN : Je veux dire quelques mots sur ce sujet. Je n'avais pas l'intention de parler, mais vu certaines choses qui ont été dites dans la discussion, j'ai pensé qu'il serait probablement bon de dire quelques mots. L'honorable député de Bruce-Nord (M. McNeill), a essayé à dire que le pays était dans une condition très florissante, que les cultivateurs et tout le monde étaient dans un état prospère, et que tout allait à merveille. Or, je me rappelle un fait qui est arrivé dans mon comté avant l'ouverture de la session.

Quelques DÉPUTÉS : A la question—les chiffons, les chiffons.

M. LANDERKIN : J'arrive aux chiffons, et si cette politique est maintenue plus longtemps, vous allez tous en venir aux chiffons. L'honorable député de Bruce-Nord nous dit qu'il est cultivateur, mais quand je le regarde je ne trouve pas qu'il ait l'air d'un cultivateur. Il n'a certainement pas

les manières d'un cultivateur ; il paraît tout différend de moi, qui suis né et ai été élevé sur une ferme.

M. McNEILL : Eh bien ! Je dirai à l'honorable monsieur que je suis également né et que j'ai été élevé sur une ferme.

M. LANDERKIN : Il n'a pas l'air d'un cultivateur. Il semble être un de ces cultivateurs en gants de chamois blancs. Mais quand il parle de prospérité, je me rappelle un événement qui a eu lieu avant la session dans la ville où je demeure. Un jeune homme, qui était scieur dans une scierie, dans la division que représente l'honorable monsieur,—je crois que cette scierie appartient à M. McVicker—un jeune homme, dis-je, est venu chez moi et me dit : "Pouvez-vous me donner du bois à scier à l'entreprise ?" Je lui ai demandé : "Pourquoi voulez-vous scier du bois à l'entreprise ?" Il me dit : "J'ai travaillé dans un moulin à Warton ; ce moulin est fermé et je n'ai rien à faire."

Or, nous avons l'énoncé d'un homme politique que les choses sont prospères, et il doit savoir que son comté s'en va aux chiffons, car dans cet endroit les moulins sont fermés.

Je vais vous lire maintenant ce qu'un cultivateur du comté de Bruce m'a écrit. Il a cherché une situation, et dans sa lettre il dit :

Il ne m'a pas encore été fait aucune offre pour ma ferme, mais il faut que je trouve de l'emploi, car rester ici, sur ma ferme, ça ne me mettra ni pain ni beurre dans la bouche. A présent, l'avenir nous paraît assez sombre ; cependant, le peuple semble vivre dans l'espérance de jours meilleurs, et moi aussi. J'ai été à Collingwood pour chercher de l'emploi, et j'ai vu le directeur du moulin de M. Dodge—j'ai été teneur de livres dans cet établissement—et j'ai constaté qu'on y traversait une période de crise, et que l'on avait très peu d'espérances.

Voilà le témoignage d'un homme qui ne s'occupe pas de politique, mais d'un cultivateur, et je me fie à sa parole. Il est étrange que les honorables messieurs se lèvent pour peindre la condition du pays, autrement qu'elle n'est en réalité. Il est très regrettable que, dans l'intérêt de tout parti, dans ce pays, il soit devenu nécessaire de cacher la condition réelle du pays. Il n'est pas un député, en Chambre, qui ne sache que le prix du blé n'a jamais été aussi bas dans le pays qu'il l'est aujourd'hui ; et qu'il en est ainsi des autres céréales. La question du blé se présente ici très à propos, car si le blé continue à perdre de sa valeur, le pays sera bientôt réduit aux chiffons.

L'honorable député de Bruce-Nord ne peut pas avoir été cultivateur longtemps.

Plus je regarde l'honorable député, plus je suis sous l'impression qu'il n'est pas cultivateur. Il vit sur une ferme ; peut-être habite-t-il dans un palais ; mais il ne doit pas, comme nous, aller dans les champs, travailler et cultiver sa ferme ; mais peut-être se promène-t-il avec un fouet ou une canne, et surveille-t-il ses ouvriers ; puis ensuite, il vient nous dire qu'il ne sache pas que dans son comté les moulins soient fermés, et cependant, les cultivateurs vendent leur blé moins cher qu'ils ne l'ont jamais vendu depuis vingt ou trente ans. Plusieurs de mes amis sont venus me voir avant la session, et m'ont demandé de parler à sir John. Ils étaient de ses partisans et de mes amis. Plusieurs des partisans du premier ministre sont de mes amis, j'en suis content, et j'espère qu'ils resteront de mes amis. Ils m'ont dit : "Voulez-vous demander à sir John, docteur, s'il peut faire quelque chose pour augmenter le prix du blé. Depuis que nous demeurons dans notre localité, le blé n'a jamais été aussi bas qu'il ne l'est maintenant, et nous désirons que vous disiez à sir John que nous tenons à ce qu'il remplisse ses promesses et fasse augmenter le prix du blé." Eh bien ! je ne suis pas allé le voir—nos relations sont quelque peu tendues—et j'ai cru que je choiserais cette occasion pour lui demander, pour l'amour de ces hommes qui l'appuient et ont confiance en lui, s'il ne peut pas augmenter le prix de leur blé. L'honorable député de Bruce-Nord et le ministre des douanes ne lui demanderont-ils pas d'agir dans ce sens ? Le ministre des douanes est tout aussi heureux qu'un rat dans son fromage, depuis qu'il a un portefeuille. Nous nous rappelons